

## Réponse de l'AFIEG à la Consultation publique du 14 février 2019 n°2019-003 relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France.

29 mars 2019

**Question 8 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser leurs charges de capital au même titre que leurs charges d'exploitation sur un périmètre d'investissement « hors réseaux » ? Le cas échéant, pensez-vous que les systèmes d'information de pilotage du réseau ou de mise à disposition des données devraient être exclus du périmètre « hors réseaux » incité et faire l'objet d'une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés ?**

L'AFIEG s'oppose vigoureusement à ce que les systèmes d'information de pilotage du réseau ou de mise à disposition des données soient exclus du périmètre « hors réseaux » incité et faire l'objet d'une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés.

Dans sa délibération du 17 novembre 2017 (TURPE 5), la CRE avait noté « *les attentes fortes des fournisseurs de disposer de services numériques modernes, réactifs, disponibles 24h/24 7j/7, avec plus de fonctionnalités* ». Cela est vrai tant sur le bas de portefeuille (< 36 kVA) que sur le haut de portefeuille (BT >36 kVA, HTA et HTB) : dans ce dernier cas, il nous semble que le suivi de la qualité de transmission des données de comptage aux utilisateurs est insuffisant et qu'il devrait s'inscrire dans le cadre d'un dispositif de régulation incitative de la qualité de service, à l'instar de celui établi dans le domaine de tension BT ≤ 36 kVA (délibération du 17 juillet 2014 sur le cadre de régulation incitative du système de comptage évolué d'Enedis).

Dans sa délibération du 11 octobre 2018 portant communication sur l'état d'avancement des travaux relatifs aux données dont disposent les gestionnaires de réseaux et d'infrastructures d'énergie, la CRE a fort justement noté l'attente forte des acteurs de marché en la matière, notamment « *en termes de niveaux de service plus contraignants qu'actuellement* » et « *a demandé à Enedis de garantir des niveaux de services satisfaisants* » :

Sur le marché des consommateurs professionnels et industriels d'électricité (i.e. segment « haut de portefeuille »), une mise à disposition au plus près du temps réel est demandée par l'ensemble des fournisseurs d'énergie et des acteurs de marché. Ces demandes sont justifiées par l'intérêt des données dans le contrôle de l'effacement réalisé pour participer aux différents mécanismes de marché (ajustement, services système, etc.) ou pour piloter l'équilibrage des responsables d'équilibre. Par exemple, les courbes de charge de tels consommateurs raccordés aux réseaux de distribution pourraient être mises à la disposition de leurs fournisseurs dans des délais très courts, comme c'est le cas des consommateurs soumis à un contrat d'accès au réseau de transport (CART) avec RTE. Certains d'entre eux demandent que ces mises à disposition de données fines de consommation soient assorties de **niveaux de service plus contraignants qu'actuellement**. Par ailleurs, Orange et l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) ont confirmé en 2016 l'extinction progressive des modems de technologie analogique à bas débit (réseau téléphonique commuté) ou de services Numéris/RNIS et leur remplacement par des boîtiers IP. Cela mettra fin à l'accès direct aux données du compteur via un télé-relevé effectué par un tiers, tel qu'il est réalisé actuellement. Ne demeureront

donc que les accès via le système d'information du gestionnaire de réseaux, dont la mise à jour n'est pas instantanée, ou via la sortie locale du compteur. RTE a mis en œuvre un ensemble de prestation d'accès aux différentes données de consommation au plus près du temps réel pour les sites avec un compteur équipé d'un boîtier IP. Concernant les réseaux de distribution, la CRE a demandé à Enedis, dans le cadre des groupes de concertation, de définir des modalités permettant l'accès aux données plusieurs fois par jour et **garantissant des niveaux de services satisfaisants**.

Dans la présente consultation publique, la CRE souligne que : « *les SI sont un enjeu essentiel pour les marchés* », que cela soit d'ailleurs sur les segments résidentiels ou professionnels. En effet, pour atteindre la qualité de services que les acteurs de marché sont en droit d'attendre, la robustesse des systèmes d'information des gestionnaires de réseaux est primordiale. Leur mauvais fonctionnement constitue d'ailleurs la raison la plus systématiquement invoquée par les gestionnaires de réseaux de distribution pour justifier retards, délais ou mauvaise qualité de données. Plus loin dans ce même document de consultation, la CRE affirme souhaiter « *se doter d'instruments tarifaires pour s'assurer que les opérateurs répondent à la demande du marché*. » Dans ce contexte, envisager de ne soumettre les SI à aucune régulation incitative, et continuer à se borner à de simples injonctions, serait tout simplement incompréhensible.

Si les gestionnaires de réseaux affichent leur intention de « garantir un accès équitable et égal aux données et informations en accord avec la mission légale de chaque partie (éligibilité transparence, disponibilité, complétude, délai, précision et qualité de la donnée) »<sup>1</sup>, cette déclaration sera d'autant mieux retranscrite dans la réalité qu'elle se fera sous l'égide d'une régulation adéquate.

**Question 29 : Etes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?**

L'AFIEG partage les deux leviers principaux pour encourager l'innovation externe : celui de la collecte puis du partage et de la publication de données et celui de l'évolution du cadre contractuel concernant certaines règles de marchés, afin de les adapter aux nouveaux usages qui émergent.

Elle note toutefois, comme à la question 8, qu'il n'est pas cohérent d'afficher une priorité sur les données et d'envisager d'exclure les SI du périmètre incité. Le déploiement des boîtiers IP et le choix technologique qui l'accompagne, à titre d'exemple, rend la transmission de données totalement tributaire du SI d'Enedis. On ne peut agir sur l'aval sans incitations fortes sur l'amont.

**Question 30 : Quelles sont, selon vous, les thématiques prioritaires sur lesquelles les opérateurs doivent être incités ? Partagez-vous la priorité identifiée par la CRE sur les délais de raccordement ?**

---

<sup>1</sup> guarantee fair, equal access to the data and/or information in accordance with the legal mission of each party (eligibility, transparency, availability, required level of detail, availability delay, accuracy, and data quality)" (TSO–DSO DATA

**MANAGEMENT REPORT :**

[https://docstore.entsoe.eu/Documents/Publications/Position%20papers%20and%20reports/entsoe\\_TSO-DSO\\_DMR\\_web.pdf](https://docstore.entsoe.eu/Documents/Publications/Position%20papers%20and%20reports/entsoe_TSO-DSO_DMR_web.pdf)

La qualité de la mise à disposition des données et des données elles-mêmes constitue pour l'AFIEG la priorité sur laquelle la régulation tarifaire doit évoluer de manière à encadrer plus strictement ce qui relève pour l'essentiel aujourd'hui de prestations annexes.

**Question 33 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le cadre de régulation tarifaire ?**

**Terme de stockage gaz :**

En raison de problèmes techniques dont la nature exacte reste à déterminer, les installations de stockage de gaz ont connu des défaillances partielles. Cela a abouti à ce que des volumes significatifs de capacités de stockage soient retirés des enchères portant sur l'hiver gazier 2018/2019. Ces retraits de la vente ont engendré mécaniquement un manque à gagner pour les opérateurs de stockage.

Dans la mesure où le terme de compensation stockage (intégré aux coûts de transport payés par les consommateurs) vise à compenser chaque année la différence entre le revenu autorisé des opérateurs de stockage et le revenu tiré de la commercialisation des stockages, cette situation pose la question de l'impact sur la facture des consommateurs.

Alors que la CRE a communiqué le montant du terme tarifaire stockage pour l'hiver 2019-2020 sur la base d'un revenu autorisé des stockeurs inchangé par rapport au niveau fixé dans sa délibération du 13 décembre 2018, l'AFIEG considère au contraire qu'il n'est pas légitime de demander aux consommateurs finals de financer des installations de stockage qui ne rendent pas le service attendu. Elle appelle donc à ce que le cadre de régulation évolue afin d'inciter les opérateurs de stockage à améliorer la disponibilité de leurs installations.

**Accès aux données :**

En matière de données, il faut, d'une part, envisager la tarification en considérant que la fonction des GRD est celle de « facilitateur de réseau » ou « facilitateur de marché » et d'en tirer toute les conséquences en termes de tarification.

D'autre part, il apparaît difficile, de se borner à la simple alternative shallow costs (couvrant uniquement les coûts qui ne sont pas partagés par les autres consommateurs) / deep costs (couvrant les coûts spécifiques du consommateur et une partie des coûts d'infrastructure partagés entre les utilisateurs). En effet, la mise à disposition des données pour certaines catégories seulement de consommateurs peut très bien contribuer à l'amélioration du surplus collectif par exemple en permettant, chez ces consommateurs, de valoriser des flexibilités en soutirage, flexibilités qui bénéficient, in fine, à l'ensemble des consommateurs en évitant par exemple la sollicitation de capacités de production de pointe.

La méthode de Shapley, utilisée pour les TURPE 4 et 5, semblerait plus adaptée. Elle paraît se heurter toutefois au caractère extrêmement diffus de l'utilisation des données : aucun utilisateur des réseaux ne semble pouvoir aujourd'hui, et qui plus est à l'avenir, prétendre ne pas bénéficier du partage des données par les gestionnaires de réseaux.

Il pourrait être pertinent de retenir le principe selon lequel **les cas de prise en charge des coûts liés à la transmission de données par les tarifs d'accès et d'utilisation des réseaux et infrastructures devraient correspondre au caractère indispensable d'une donnée pour l'exercice d'une activité contribuant au bien-être collectif** (ou s'apparentant à une mission d'intérêt général) par un acteur de marché.

Deux illustrations :

- ✓ Dans le cas des données de comptage en général, il conviendrait que la prestation de transmission des données nécessaires au bon accomplissement de la mission de responsabilité des écarts, définie à l'article L321-15 du code de l'énergie, soient prises en charge par les tarifs d'accès et d'utilisation des réseaux. Ainsi, la transmission des données brutes du comptage des sites au plus proche du temps réel (à minima sur un ensemble de sites non figé et au choix du RE) devrait être éligible à cette prise en charge eu égard à la mission d'intérêt général que constitue l'équilibrage des périmètres des RE. On rappellera en effet ici que, dans sa feuille de route sur l'équilibrage, la CRE a rappelé que « les responsables d'équilibre ont un rôle important à jouer pour maîtriser les coûts d'équilibrage du système électrique, en particulier dans un contexte d'augmentation des besoins de flexibilité du système électrique dans son ensemble. » Le RE aujourd'hui supporte des coûts d'équilibrage, mais tout gain sur l'équilibrage est un gain en €/MWh qui est très rapidement reversé à l'utilisateur final en raison de la concurrence sur le marché de la fourniture. Si la CRE plaide pour un « renforcement des incitations à équilibrer leur périmètre » elle souligne bien que cela suppose « une précision accrue de la mesure de leurs déséquilibres ainsi qu'une information plus complète sur la consommation de leur périmètre peuvent contribuer à réduire globalement les coûts d'équilibrage. » Cette information contribue au Welfare et devrait donc être librement et gratuitement accessible pour chaque RE.
- ✓ Dans le cas plus précis de la télérelève, le caractère payant (c'est-à-dire non intégré à l'assiette du TURPE) de la prestation F300B lié à la fréquence élevée de transmission (transmission récurrente de la courbe de charge) et aux coûts de SI induits (amenés à disparaître avec le changement d'échelle du tout courbe de charge <sup>2</sup>) devrait être remis en cause au regard de l'intérêt que représente le développement de la télérelève pour la collectivité, ainsi que l'a identifié la CRE dans sa feuille de route sur l'équilibrage. Le déploiement du « tout courbe de charge », qui bénéficiera à toute la collectivité en permettant un accroissement sans précédent de la précision dans l'équilibrage, en permettant d'exploiter pleinement les potentialités du comptage évolués et en incitant à l'innovation sur l'aval compteur.

Enfin, dans les cas où la mise à disposition serait facturée à l'acte au demandeur, **il est indispensable que des engagements contractuels en termes de fiabilité de transmission et de qualité des données par les gestionnaires de réseaux soient systématiquement introduits**, sous l'égide du régulateur.

<sup>2</sup> En outre, la courbe de charge est déjà collectée de façon récurrente par le GRD pour ses propres besoins pour un nombre croissants d'utilisateurs.